

ASKLÉPIOS

Revue de l'association des amis du musée du service de santé des armées au Val-de-Grâce



Directeur de publication : Olivier Farret – Rédacteur en chef : François Eulry

Impression Commissariat des Armées – IR – PGP" Prix : 5 euros

Dépôt légal : juillet 2022 – ISSN : 2677-5174

numéro 11

Sommaire

<i>Le mot du rédacteur en chef</i>	2
<i>Hommage au MGI Valérie André</i>	2
<i>Train sanitaire à vendre</i>	5
<i>L'hôpital militaire du Gros caillou</i>	7
<i>La Fontaine de Mars, anciennement du Gros caillou</i>	17
<i>Souvenirs de Karl Geyer à l'Hôpital militaire du Gros-Caillou</i>	19
<i>Le Pharo : le travail d'inventaire des photographies du musée du SSA. Une collection spécifique sur l'histoire de la médecine tropicale</i>	21
<i>Connaissance du Val-de-Grâce : Le salon d'Anne d'Autriche</i>	26
<i>In Memoriam : le médecin-en-chef Alban Gervaise</i>	28

Le mot du Président

À l'approche de la période estivale, l'AAMSSA vous propose, au grès de vos pérégrinations en France, quelques sites évoquant la médecine militaire. À proximité de Bagnères de Bigorre, vous pouvez faire une halte à Beudéan. Au cœur du village, la maison natale du baron Dominique Larrey est devenue le Musée Larrey en 2001, avec le label « Maison des Illustres ». Véritable lieu de mémoire, de nombreux objets et documents sont exposés dans les deux étages de cette maison (www.museelarrey.fr). La ville de Rochefort présente un lieu encore méconnu, l'ancienne École de médecine navale qui vient de fêter son tricentenaire avec éclat, lors du congrès de l'ASNOM. Fondée en 1722, elle a formé des générations de médecins et de chirurgiens embarqués sur les navires de la Royale. La visite du musée de l'École de médecine navale, installé dans un pavillon de l'ancien hôpital maritime, est fort émouvante ; rien n'a changé depuis le milieu du XIX^e siècle. Les collections anatomiques, ethnographiques ou zoologiques appartiennent au musée du Service de santé des armées. (www.musee-marine.fr/ecole-de-medecine-navale.rochefort). À Paris, le musée du SSA (fermé en août) présente, à côté de sa collection permanente, deux expositions dossiers : « Alphonse Laveran, portrait d'un prix Nobel » et « Gali Hagondokoff, comtesse du Luart, Marraine du 1^{er} REC ».

Les Journées du Patrimoine 2022 sont programmées les samedi 17 et dimanche 18 septembre ; c'est une nouvelle occasion de faire connaître à vos proches le musée dans le cadre prestigieux de l'ancienne abbaye royale du Val-de-Grâce. Les activités de l'AAMSSA reprendront à l'automne avec les séances du Comité d'histoire du SSA. Un colloque pour le centenaire de la mort d'Alphonse Laveran, organisé par le Service de santé des armées, se tiendra le jeudi 24 novembre 2022 à l'École du Val-de-grâce. Il sera l'occasion de développer la carrière militaire et scientifique du premier prix Nobel de médecine français. Avec d'autres sociétés savantes et associations, l'AAMSSA parraine cette manifestation. Ces annonces pour la rentrée 2022 seront sur le site www.aamssa.fr. Bon été à tous !

MGI(2s) Olivier Farret

Le mot du rédacteur en chef

Ce numéro s'ouvre sur un voyage lointain, celui du médecin général inspecteur Valérie André (n'essayez pas de mettre son grade au féminin, elle n'apprécie pas...) à Dien Bien Phu dont elle fut l'une des grandes figures héroïques devant l'Histoire. Nous formulons à son intention des souhaits respectueux et affectueux à l'occasion de son centième anniversaire. Vous poursuivriez en train sanitaire, celui de l'Armée du Rhin, si vous l'aviez acheté en 1929. Vous déambulerez parmi les collections photographiques de l'exceptionnelle École de médecine tropicale de notre cher Pharo, désormais présentes au musée du SSA ; un Pharo qui heureusement ne fut pas fermé mais déplacé à l'IRBA¹, à la différence de l'École de santé navale ou de l'HIA du Val-de-Grâce coulés corps et biens ; il garde une antenne militaire à Marseille en secteur civil. Mais surtout vous retrouverez au détour,

remarquablement présenté, l'ancien hôpital militaire du Gros caillou, dans la plaine de Grenelle d'où il a disparu, fermé en 1892, détruit en 1894. Un "avis d'usager", comme l'on dit maintenant dans les hôpitaux français, sur son fonctionnement en 1870 vous sera donné par un soldat wurtembergeois, Karl Geyer, blessé pendant cette fâcheuse guerre de 70. Ne reste de ce passé que la fontaine de Mars, anciennement du Gros caillou, qui était alors placée en face de l'entrée de l'hôpital éponyme ; elle demeure au 129 rue Saint-Dominique. Revenant sur vos pas jusqu'à notre cher musée, vous visiterez le très élégant pavillon d'Anne d'Autriche, dans cette abbaye où un peu de

l'Histoire se joua en 1637 du côté de certaine correspondance imprudente et sans doute répréhensible avec son frère le roi d'Espagne, de celui du cardinal de Richelieu, puis du pardon du roi Louis XIII et la naissance de Louis Dieudonné, futur roi Soleil fin 1638...

MGI (2s) François Eulry

Hommage au Médecin général inspecteur Valérie André

« Sans trop y penser, j'ai poursuivi ma route, avancé avec la même passion au cœur, gravi des échelons auxquels aucune autre femme n'avait précédemment accédé.

J'étais consciente de la nécessité de devoir faire aussi bien que les hommes, si ce n'est mieux pour les rejoindre, l'entrée des femmes dans l'armée n'étant pas encore banalisée dans les années 70. »

(Valérie André)

« En Indochine, tous les parachutistes la respectaient. C'était une fille merveilleuse. »

(Général Bigeard)

Dès sa petite enfance à Strasbourg où elle naît le 21 avril 1922, elle suit « avec fascination le passage des avions dans le ciel » (1) en se

jurant d'être aviatrice.

Ses parents, universitaires « d'un tempérament artiste », alsaciens viscéralement patriotes et d'une grande rigueur morale entendent d'abord donner à leurs neuf enfants une parfaite éducation et l'esprit de curiosité. Ils les préparent, « avec une fierté parfois comique, à devenir les meilleurs » (*sic*).

Sa carrière, en tous points exceptionnelle, va combler leurs vœux.



¹ Institut de recherche biomédicale des armées, à Brétigny-sur-Orge, sur une place nouvelle portant désormais le nom de notre héroïne.

Dans la famille comme à l'école, elle manifeste très tôt son esprit d'indépendance, avec une conscience aiguë du sort réservé aux femmes, généralement dans l'impossibilité d'accomplir leur destin. Elle obtient son baptême de l'air à treize ans. Des 1939, l'année du baccalauréat, elle prend des cours de pilotage à l'aéro-club de sa ville natale sur un avion Potez. Mais la Seconde Guerre mondiale l'oblige à quitter le cours la veille de son « lâcher » en août 1939. Elle est la seule fille en classe de « math-élem » au collège de Thann (Haut Rhin) où son père est nommé. Bien qu'encore mineure, elle obtient son permis de conduire et également contre l'avis de ses parents, brave les dangers et rejoint la faculté de médecine de Clermont-Ferrand (qui avait accueilli celle de Strasbourg).

Mais l'invasion de la zone libre en novembre 1942 la conduit à fuir pour échapper à l'ennemi, à la recherche des étudiants alsaciens. Elle rejoint Paris.

Après la guerre, elle obtient son diplôme en médecine de l'Université de Paris (1947).



*Valérie André
pilote d'hélicoptère en Indochine*

En 1948, elle est chargée par intérim de la surveillance médicale des candidats à la préparation militaire, ce qu'elle met à profit pour effectuer des sauts en parachute.

La guerre d'Indochine est dans sa deuxième année... Son maître Léon Binet lui fait part des besoins du corps expéditionnaire en médecins. Malgré l'opposition des siens, elle n'écoute « que l'esprit d'aventure qui brûle en elle » et souscrit un engagement.

Nantie du grade de médecin-capitaine au titre du corps de liaison administrative en Extrême Orient, elle est affectée à l'hôpital de Mytho en

Cochinchine puis en 1949 à l'hôpital militaire de Saigon. Formée à la chirurgie de guerre, détentrice du brevet militaire parachutiste, elle a tout pour se mettre à la disposition des blessés sur le terrain grâce à l'hélicoptère [deux hélicoptères Hiller avaient été acquis par le Haut-commissariat de France en Indochine, dont le responsable était un certain lieutenant Santini (2) qui deviendra plus tard son mari].

Après un séjour en France pour obtenir sa licence de pilote d'hélicoptère, elle est de retour en mai 1950 et assume jusqu'en 1953 l'évacuation de 165 blessés à bord des hélicoptères Hiller 360 et Sikorsky S-51.

Elle affronte les dangers, le feu ennemi, renforce sa cohésion avec ses frères d'armes : elle admire ces « baroudeurs capables de célébrer Noël avec un bonheur d'enfant ». Auprès d'eux elle « puise des raisons supplémentaires de solidarité avec l'armée, cette armée devenue pour elle le meilleur des mondes, le plus droit, le plus désintéressé ». Elle fait l'objet de nombreuses citations et elle est décorée de la croix de guerre des TOE avec trois palmes par le général de Lattre, puis de la Légion d'honneur. Le texte d'une citation donne la mesure de sa manière de servir : « au cours de ces opérations, a constamment fait objet de l'admiration de tous pour son courage, son calme, son endurance et sa très grande modestie. Brillant exemple de courage et de dévouement féminin, servant magnifiquement la cause française ».

De retour en France le 5 septembre 1953 et affectée au centre de vol expérimental de Brétigny-sur-Orge, elle collectionne les qualifications pour le pilotage des hélicoptères et des avions en service dans l'armée, et participe à différents vols expérimentaux, et participe à la naissance du laboratoire de médecine aérospatiale.

Se fondant sur son exemple et malgré les réticences des cadres militaires, René Plevin décide de la création du corps de santé féminin. Elle y est intégrée avec le grade de médecin capitaine (JO du 5 septembre 1953).

Orléansville, septembre 1954 : elle est envoyée pour renforcer les équipes en place. De retour en métropole, elle est injustement écartée du concours de l'assistantat de chirurgie : qualifier une femme, ce serait créer un fâcheux précédent ! L'assistantat, et pourquoi pas l'agrégation (!) répètent ceux qui pensent l'avoir découragée une fois pour toutes...

Fin janvier 1959, elle réussit à se faire muter à la base aérienne de Boufarik en Algérie, et effectue sa première mission le 17 février. Sur trois types d'hélicoptères Alouette II, Sikorsky H 19 et H 34, elle affronte le danger, ignore les tirs, multiplie les missions de guerre comme pilote, parachutiste et médecin (496), suscite l'admiration : « quand il y aura des femmes comme elle pour venir vous chercher au plus fort du combat, on ne se fait pas de souci ». Elle est à la fois pilote de l'armée de l'air et médecin-chef de la base aérienne de la Reghaïa (1959-1961).

Première femme à dépasser dans l'armée le grade de commandant, elle est promue lieutenant-colonel en 1965 et colonel en 1970. Médecin-chef de la base aérienne 107 de Villacoublay (1962), elle est nommée conseiller auprès du Commandement du transport aérien militaire (COTAM) en 1971. En 1968, elle intervient de nouveau pour la cause des femmes, le service de santé féminin étant déclaré « voué à l'extinction »². Le 1er avril 1976, elle est élevée au rang de général de brigade, alors qu'elle est directrice du département de santé de la 4^e région aérienne (Aix-en-Provence) puis de la 2^e région (Villacoublay, 1980). Au terme de sa carrière militaire, elle est nommée médecin général inspecteur.

Après son retour à la vie civile en décembre 1981, elle milite pour l'accès des femmes à toutes les fonctions militaires et fait partie de la commission de la femme militaire mise en place par Charles Hernu (1982) où elle travaille pour



promouvoir l'emploi des femmes dans les forces armées. Valérie André va être légitimement honorée de nombreux prix et distinctions : en 1987, elle est élevée à la distinction de Grand-Croix de l'Ordre National du Mérite. En 1999,

le Président de la République Jacques Chirac l'élève à celle de Grand-Croix de l'Ordre national de la Légion d'honneur. Au cours d'une cérémonie spéciale, qui a eu lieu le 2 septembre 2010 à Villacoublay, elle reçoit le numéro de licence du pilote d'hélicoptère militaire n°001.

L'association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (AJPAE) lui décerne le prix Icare 2009, distinction à haute valeur symbolique, destinée à récompenser l'œuvre et l'engagement d'une personnalité ou d'une équipe dans le domaine aéronautique et spatial. Le 16 mai 2015, la ville de Brétigny-sur-Orge - « Berceau de l'aviation » - ajoute à la vingtaine de rues, avenues, places, établissements portant le nom de français du ciel, celui de Madame le Médecin général inspecteur Valérie André. Son nom est en effet attribué à une nouvelle place récemment aménagée devant l'entrée de l'ancien Centre d'Essais en Vol (CEV), devenu l'entrée de l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), ci-contre en bas à gauche.

Une autre place à Dugny une rue et une station de bus de Vélizy-Villacoublay, une rue de Yutz en Moselle portent son nom.

Le 8 mars 2022, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'Héliport de Paris – Issy-les-Moulineaux est rebaptisé « Héliport Paris-Issy-les-Moulineaux Valérie André » en sa présence.

Le 21 avril, l'armée de l'air et de l'espace et le Service de santé des armées célèbrent son centenaire. A cette occasion, le directeur central du SSA, le médecin général de armées Philippe Rouanet de Berchoux a souligné l'importance de cette pionnière dans l'histoire de notre Service et des évacuations aéro-sanitaires.

Première femme à accéder au grade de général dans l'armée française et - à titre militaire - à la plus haute distinction dans l'ordre national du Mérite et de la Légion d'honneur, héroïne d'Indochine et d'Algérie, à la fois chirurgien, parachutiste, pilote, elle sauva de nombreuses vies. Exemple à suivre, la médecin général inspecteur Valérie André a bien mérité de la Nation.

MGI (2s) Maurice Bazot

² La place des femmes dans les armées sera progressivement reconnue et l'égalité statutaire accordée en 1972 par Michel Debré.



1 - Les citations sont toutes tirées de l'ouvrage de Valérie André, *Madame le général* (préface de Jean Lartéguy), Perrin, 1988.

Autre source : *Les Français du ciel*, sous la direction de Lucien Robineau. Le Cherche Midi, 2005.

Pour en savoir plus, écouter l'interview sur You Tube : <https://www.youtube.com/watch?feature=youtu.be&v=tQOVDO82mJ8&app=desktop>

2 - Colonel Alexis Santini (1914-1997), pionnier des hélicoptères de l'armée de l'air.

3 - La place des femmes dans les armées sera progressivement reconnue et l'égalité statutaire accordée en 1972 par Michel Debré.



Le médecin général des armées Ph Rouanet de Berchoux, directeur central du SSA, salue le MGI(2s) Valérie André à l'occasion de son centenaire

Train sanitaire à vendre

Non, ce n'est pas par l'intermédiaire d'un site internet bien connu des collectionneurs ou de ceux qui recherchent des bonnes affaires qu'un train sanitaire s'est trouvé mis en vente (ce type de négociation étant par trop récent !) mais c'est par le biais d'une adjudication publique que le train sanitaire de l'Armée du Rhin a été proposé et finalement vendu en 1929.

L'Armée du Rhin et son train sanitaire

Après la signature du traité de Versailles le 2 juin 1919, l'armée française s'installa en Allemagne à partir du 21 octobre 1919 dans la zone qui lui avait été affectée. Elle y restera jusqu'en juin 1930, sous le nom d'« Armée Française du Rhin ». Le Service de santé avait installé dans la ville de Mayence l'hôpital militaire N°1.



Affiche de la vente de 1928 (cliché de l'auteur)

Pour effectuer les évacuations sanitaires soit entre des villes occupées d'Allemagne soit vers la France, l'Armée acheta à l'armée américaine pour son Service de santé un des trains sanitaires construits en 1918 en Angleterre et transportés sur le sol français. On pourrait se demander pourquoi le choix ne s'était pas porté vers un train sanitaire français, mais la réponse est simple : les véhicules composant les trains sanitaires « semi-permanents » (142 en octobre 1918) avaient été rendus aux compagnies ferroviaires afin d'une remise en état pour le service des trains de voyageurs, et les 6 trains sanitaires « permanents » trop anciens,

inadaptés et de capacité réduite non remis en service après la guerre.

L'Armée du Rhin acheta donc le train sanitaire US N°70, inutilisé, en deux étapes : 1922 et 1923. Il fut conduit à la gare de Mayence-Sud et géré sous le contrôle de la Direction du Service de santé de l'Armée du Rhin et géré par l'Hôpital Militaire N°1 de Mayence.

Le train sanitaire US ex-60 :

Construit en 1918 par les ateliers du Great Western Railways à Londres, le train sanitaire US N°70 comprenait 16 véhicules à boggies, munis d'une large porte d'accès centrale et pourvus des meilleurs aménagements : chauffage, électricité, ventilateurs au plafond, téléphone intérieur etc... Il comprenait 10 « voitures ambulances » pour blessés couchés, dont une pour contagieux, une voiture pour les personnels officiers et infirmières, deux voitures-cuisine, une voiture-pharmacie, une voiture logement pour les infirmiers, une voiture pour les approvisionnements. Il pouvait évacuer 360 malades ou blessés et comprenait, dans son fonctionnement au profit des troupes américaines, 42 personnels dont 3 médecins et 1 pharmacien.

L'utilisation par l'Armée du Rhin de son train sanitaire :

Jusqu'en 1925 ce train fut utilisé pour des évacuations de malades ou blessés, sa dernière utilisation ayant eu lieu en août 1925 entre Düsseldorf et Mayence.

Compte tenu du nombre d'évacués concernés, il fut recherché une solution évitant de faire circuler le train entier, qui fut trouvée en isolant quatre des « voitures-ambulances », ce qui fut fait en 1926 moyennant la modification des systèmes d'attelage de celles-ci pour pouvoir circuler isolément ou groupées, incorporées dans des trains de voyageurs ordinaires dans le respect des règlements ferroviaires internationaux.

Leur modification (20 000 F par véhicule) fut d'ailleurs retardée par les grèves des ateliers des chemins de fer rhénans. Les voitures modifiées purent ensuite être utilisées essentiellement

pour le retour des malades vers la France, notamment entre Coblenz et Paris.



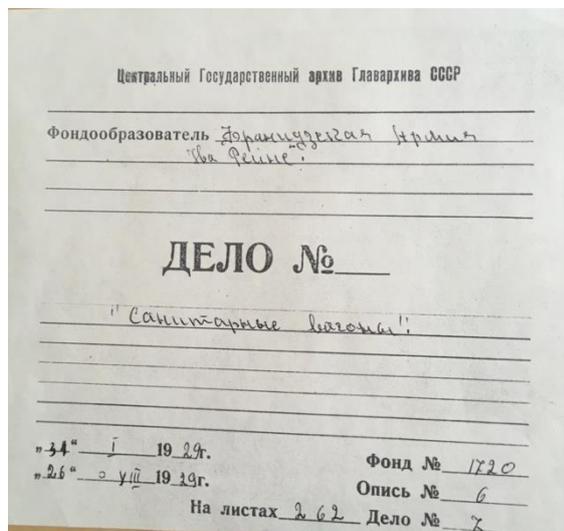
Train sanitaire US, 1918 (droits réservés)

La vente du train sanitaire

Le train sanitaire réduit à 12 voitures étant immobilisé sur les voies de la gare de Mayence-Sud sans emploi, il fut proposé par le Chef supérieur du Service de santé de l'Armée Française du Rhin, le Médecin général Armand Savornin de s'en défaire et de le mettre en vente par adjudication sous soumissions cachetées. Une première vente devait avoir lieu le 10 juillet 1928, mais elle se révéla infructueuse. A l'issue d'une seconde vente, le 22 janvier 1929, les douze voitures du TS ex-US 70 furent attribuées à M. Marret, industriel à Metz en produits sidérurgiques et matériel roulant de chemin de fer, moyennant 133 305 Francs et 64 centimes (environ 72 000 Euros d'aujourd'hui).

L'aliénation était régularisée par DM N°523-2/7 M du 11 février 1929, et l'acquéreur, pour rapatrier en France les véhicules achetés, devait payer les droits de douane de 90 F par tonne (le poids total étant d'environ 336 tonnes). On notera que les voitures de ce train sanitaire avaient été proposés auparavant à l'achat par les grands réseaux français de chemins de fer, mais ceux-ci s'étaient récusés au motif du gabarit anglais des véhicules, construits en Grande Bretagne, gabarit plus étroit que le gabarit continental habituel.

De l'importance internationale de ce dossier :



Bordereau soviétique du carton d'archives concerné (cliché de l'auteur)

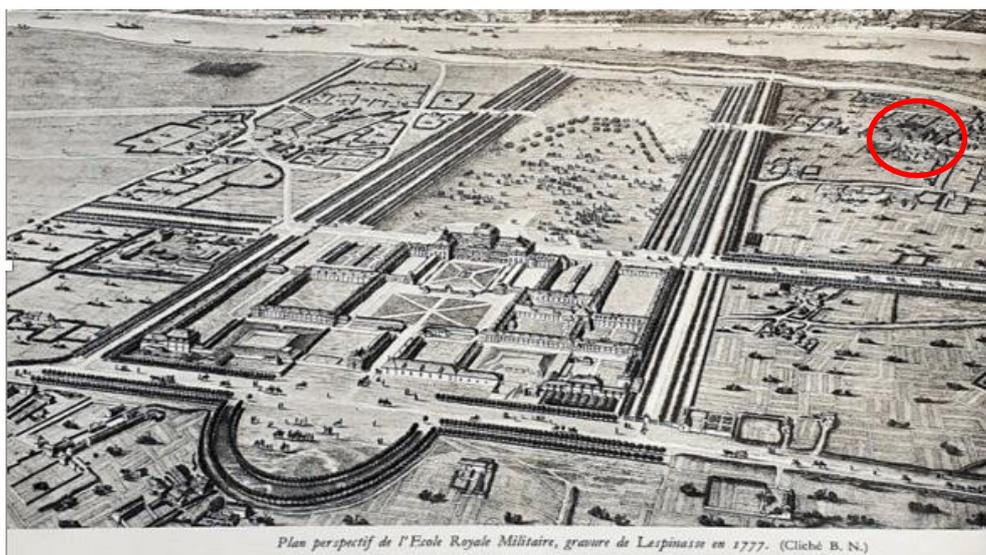
On ne saurait passer sous silence que le dossier de cette vente a fait partie des dossiers liés à l'occupation de l'Allemagne après la première guerre mondiale transférés par la Wehrmacht à Berlin lors de l'Occupation de la France en 1940, puis récupérés par l'URSS en 1945, avant que d'être rendus en 1992-93 à la France et incorporés aux documents du Service historique de la Défense à Vincennes. En fait foi le bordereau qui se trouve encore dans le carton concerné.

Colonel (h) JP Capel

L'Hôpital militaire du Gros-Caillou

« Gros Caillou », ce nom rappelle l'existence d'un rocher, voire d'un mégalithe, qui, jusqu'en 1737, servait à délimiter les censives des abbayes de Saint-Germain-des-Prés et de Sainte-Geneviève qui se partageaient l'essentiel de la plaine de Grenelle. Cette borne, probablement à la hauteur du croisement de la rue Saint-Dominique et de la rue Cler, fut détruite à force d'explosifs. Avec l'implantation des Invalides, fin XVII^e siècle, une petite agglomération nommée Gros-Caillou se crée sur le chemin des Vaches (rue Saint-Dominique), pour laquelle une chapelle puis une église est édifiée au XVIII^e siècle. Le nom Gros-Caillou viendrait de l'enseigne d'une maison de débauche placée près du rocher.

L'École militaire, créée par Louis XV et construite par Jacques-Ange Gabriel, reçoit ses premiers élèves en 1756. L'île des cygnes, sera rattachée à la terre grâce à d'interminables travaux de 1773 à 1813. Le petit bras de la Seine comblé correspond à la rue de l'Université. Sur le terrain gagné s'installent des activités polluantes mais importantes pour la ville : fabrique d'huile de tripes (éclairage), dépôts des marbres et de bois, et plus tard le magasin central des équipements militaires, une manufacture des tabacs et une cartoucherie, à l'angle de l'avenue Rapp et du Champ de Mars.



Plan perspectif de l'École Royale Militaire, gravure de Lespinasse en 1777. (Cliché B. N.)

Plan perspectif de l'École Royale Militaire, 1777. Le cercle rouge indique l'emplacement de l'hôpital militaire © Gallica.bnf.fr

Le quartier du Gros-Caillou présente ainsi une dominante militaire confirmée avec le Champ de Mars achevé vers 1780, un vaste terrain d'exercice pour le régiment des Gardes françaises commandé par le maréchal duc de Biron. Les gardes étaient soignés dans une salle de vingt lits, située rue des Bourguignons (actuellement boulevard de Port-Royal). Fort du succès de ce modeste établissement, le maréchal de Biron formula une demande auprès de Louis XV pour « *qu'il y eût un hôpital en titre où les soldats de ce corps pussent être traités des différents genres de maladies auxquelles ils n'étoient que trop sujets et dont ils étoient presque toujours très imparfaitement guéris dans les hôpitaux de Paris*³. »

L'hôpital militaire des Gardes françaises

En 1757, Louis XV autorise la création d'un hôpital dévolu aux Gardes françaises⁴, occupant un vaste quadrilatère compris dans le triangle formé par la rue Saint-Dominique, l'avenue Bosquet et l'avenue Rapp. Les dépenses prévues pour la construction devaient être couvertes par le produit de la vente des enseignes et des drapeaux. Cet hôpital de 264 lits ouvre ses portes en 1759⁵. Placé sous la protection du roi, l'hôpital est administré de façon autonome par le commandant en second des Gardes françaises.



*Plan perspectif de l'École Royale Militaire, 1777,
détail : Hôpital militaire du Gros-Caillou
© Gallica.bnf.fr*

Située à droite de l'entrée principale du 188 rue Saint-Dominique, l'apothicaire reçoit en don de la comtesse du Barry une magnifique bibliothèque à trois corps de bois sculpté, offerte primitivement aux officiers en traitement⁶.

Pendant près de 20 ans, le service de chirurgie est assuré par deux frères dont Pierre Dufouart, chirurgien des Gardes françaises.



*Bibliothèque
de la comtesse
du Barry.
École de santé
des armées de
Lyon-Bron
© santards-
navalais-
tradition*

³ Jean-François Pernot, Luc Thomassin (dir), *Le patrimoine militaire de Paris*, AAVP, 2005 : Jean Chaignot, *L'hôpital du Gros-Caillou*, p.102 – 103. La typographie a été respectée.

⁴ Lettres patentes sur arrêt pour l'établissement d'un hôpital militaire à l'usage des soldats du régiment des Gardes Françaises, 30 juillet 1757.

⁵ Jean Guillermand (dir), *Histoire de la médecine aux armées*, tome 1, Charles Lavauzelle, 1982, p. 438.

⁶ Le Fonds Du Barry contient 1 345 volumes. Le mobilier est arrivé à l'ESSM, avenue Berthelot en 1897. Les 800 ouvrages exposés actuellement dans ce meuble proviennent de l'École impériale du Service de santé militaire de Strasbourg. Ils datent du XVII^e au XVIII^e siècle. [MGI (2s) Raymond Wey]

À la veille de la Révolution, l'hôpital comprend six corps de bâtiments ménageant entre eux plusieurs cours intérieures. Il présente des éléments d'une grande modernité, en particulier pour l'hygiène.

Le professeur Jacques Tenon⁷ rapporte dans son mémoire sur les hôpitaux de Paris :

« C'est l'hôpital de Paris où les malades soient le mieux distribués.

On y trouve deux appartements pour Officiers malades ; une salle pour les Sergens⁸ contenant six lits ; une salle de blessures graves au rez-de-chaussée ; une de blessures simples ; des salles de fiévreux ; de scorbutiques ; de galeux ; de variolés ; de dysentériques ; de fièvres de prison et de vénériens qui ne trouvaient pas place aux Petites-Maisons⁹.

Deux promenoirs : un d'hiver, avec un poêle, un d'été en partie couvert d'arbres ; des commodités à l'extrémité de ce promenoir ; une sentinelle répond de leur propreté.

L'apothicairerie n'est chargée ni de poteries inutiles et d'ostentation, ni de drogues surabondantes et qui se perdent. On se fournit en Ville de médicaments composés. [...] On trouve dans cet Hôpital deux salles de bains, une à trois baignoires et six fauteuils à cuves pour les Soldats ; l'autre salle à une baignoire, avec un lit pour les Officiers. Ce qui mérite encore attention, c'est la lingerie. Les armoires sont numérotées, ainsi que le linge et les vêtements ; pour fiévreux, blessés, galeux, vénériens, etc ; de manière que le linge, non seulement ne va point d'une espèce de malades à une autre espèce, mais encore n'est pas confondu dans les armoires. [...]

⁷ Jacques-René Tenon (1724 – 1816), professeur de chirurgie, occupe la chaire de pathologie au Collège de chirurgie en 1757 ; il est membre de l'Académie royale des Sciences. Un hôpital parisien porte son nom.

⁸ La typographie de l'époque, y compris les majuscules, a été respectée.

⁹ Situées rue de Sèvres, les Petites-Maisons, réservaient encore en 1788 quatorze lits à des soldats syphilitiques, sept aux Gardes françaises et autant aux Gardes suisses (Jean Chaignot). Rebaptisé hospice des Petits-ménages en 1801, il sera transféré en 1863 à Issy-les-Moulineaux, actuel hôpital Corentin-Celton. Wikipedia.

Les officiers de santé se réduisent à deux Chirurgiens en chef, un aide-Major et six Élèves.

On donne un infirmier par dix malades. Les lits sont sans rideaux, on s'en trouve mieux ; les noms des élèves Chirurgiens sont aux lits dont ils sont chargés.

Chaque salle est commise à la garde d'un infirmier. Quatre caporaux sont de veille, un aux écritures dans les Bureaux, un pour écrire les visites sous les chirurgiens. La journée est de 20 sols par malade, chaque Soldat abandonne sa paye ; le Roi fournit le surplus. L'esprit d'ordre et de l'administration distingue cet utile hôpital »¹⁰.

Dans les premiers mois de la Révolution, les Gardes françaises sont licenciées et incorporées dans la Garde nationale. L'hôpital, avec 300 lits, prend le nom d'hôpital de la Garde nationale ; il reçoit plus de 5 000 malades et blessés entre le 1^{er} octobre 1789 et le 1^{er} octobre 1790.

Le dimanche 17 juillet 1791, la foule va porter une pétition monstre demandant la déchéance royale à l'Autel de la Patrie du Champ de Mars. Lafayette, à la tête des gardes nationaux, fait tirer sur le peuple :

« Le Champ de Mars avait l'aspect d'un champ de bataille couvert de morts et de blessés, au milieu desquels erraient comme des ombres des hommes chargés de jeter les morts à la Seine et de porter les blessés à l'hôpital militaire du Gros-Caillou »¹¹.

En 1795, l'hôpital devient une annexe du Val-de-Grâce.

¹⁰ Jacques Tenon, *Mémoires sur les hôpitaux de Paris*, Imprimerie PH. -D. Pierres, Paris, 1788 ; article IV, *L'hôpital militaire des Gardes-Françaises*, p.45 – 47. Sources gallica.bnf.fr/Bibliothèque nationale de France. Dans cet ouvrage, Tenon prône l'hygiène hospitalière, l'amélioration du sort des aliénés et la construction d'un hôpital d'inoculation (variolisation) ouvert à tous, grâce auquel il devient célèbre.

¹¹ Alexandre Dumas, *Mémoire d'un médecin, La comtesse de Charny*, Paris, Dufour, Mulat et Boulanger Éditeurs, 1858, T 2, XXXII *Le champ de bataille*, p.14. Le chapitre XXXIII est intitulé *L'hôpital du Gros-Caillou*.

L'hôpital de la Garde impériale

Cet hôpital fait partie des quatre hôpitaux militaires de la place de Paris, avec l'hôpital du Val-de-Grâce (1793), l'hôpital Saint-Martin ou de Saint-Denis (1794)¹² et l'hôtel des Invalides. Sous le Consulat, l'hôpital, dévolu à la Garde consulaire, est réaménagé. En 1802, quittant l'hôpital d'instruction du Val-de-Grâce, Dominique Larrey, nommé chirurgien en chef de la Garde des consuls, est affecté à l'hôpital de la Garde.

Hôpital de la Garde, au Gros Caillou.

Suë, Médecin en chef.	
Larrey (O. ✱), Chirurg. en chef.	
Sureau, Pharmacien en chef.	
Paulet ✱, Chirurgien de 1 ^{re} classe.	
Zinck ✱ . . .	} Chirurgiens de troisième classe.
Poirçon . . .	
Verges . . .	
Ferlut . . .	
Alyon, Pharmacien de 1 ^{re} classe	} Pharmaciens de troisième classe.
Lagarde, Pharmac. de 2 ^e classe	
Fourcy . . } Babès . . }	

Almanach impérial, 1805, Hôpital de la Garde.

C'est devant son vieux maître Sabatier, ses collègues Percy et Heurteloup et tous ses collègues des hôpitaux militaires de Paris qu'il prononce sa première leçon de chirurgie clinique¹³. Parmi les médecins chefs de l'hôpital de la Garde, Pierre Süe, père d'Eugène Süe, chirurgien de marine et écrivain, eut l'honneur de recevoir les félicitations du Premier consul pour « *ses succès constants dans cet hospice* ».

En 1804, l'hôpital est agrandi et destiné aux malades et aux blessés de la Garde impériale. Face à l'entrée principale, rue Saint-Dominique, est érigée en 1806 une fontaine, connue sous le nom de la fontaine de l'hospice militaire du Gros-Caillou puis dénommée la fontaine de Mars¹⁴. En 1810, l'hôpital comprend 24 salles de 18 à 20 lits soit une capacité de 450 lits : « *Les officiers de l'ambulance de la Garde feront en temps de paix le service dans l'hôpital de la Garde rue Saint-Dominique ; il y aura un médecin en second à cet hôpital* »¹⁵.

¹² Installé dans les locaux de l'ancien monastère des Récollets.

¹³ Alain Pigeard, *Le service de santé de la Garde impériale*, Tradition magazine, n°259, 2012.

¹⁴ La Fontaine de Mars fait l'objet d'un article particulier dans ce même numéro d'Asklépios.

Lors de la période de 1809 à 1812, D. Larrey reprend l'activité du temps de paix ; il est assisté de cinq chirurgiens. Le pharmacien en chef Sureau avec quatre pharmaciens adjoints s'occupent de l'apothicairerie. Les effectifs sont renforcés en 1812, avec 18 chirurgiens dont Larrey, et 14 pharmaciens dont le fils de Sureau. Le chevalier Süe, médecin en chef, y est toujours affecté. Les élèves en chirurgie des corps des grenadiers et chasseurs à cheval et à pied devaient se tenir à la disposition des officiers de santé en chef de l'hôpital de la Garde, pour remplir leurs fonctions sous leurs ordres au dit hôpital.

Hôpital de la Garde, au Gros-Caillou. MM.

Le Chevalier Suë ✱, Médecin en chef, rue du Chemin du Rempart, F. S.-Honoré, n. 3.	Laflize,	Petit-Radel,	} Chir. de 3 ^e classe
Castel,	Jouanneau,	Desmoulins,	
Coulenceau,	Legai,	Borde,	
	Le Noble,	Beraud,	
	Verdier,	Richard,	
	Joly,	Blaquer,	
Le Baron Larrey (C. ✱), Chirurgien en chef, cul-de-sac Conti.	Menou,	Imbert,	
Paullet (O. ✱),	Balleroy,	Mondet,	
Zink,	Sureau, Pharmacien en chef, place Favard, près les Italiens.		
Champion ✱,			
Gautier,	Pierron,	Alyon,	
Thanaon,	Demerlot,	Lagarde,	} Pharm. de 2 ^e classe.
Sue, jeune.	Capel,	Fourcy,	
Honin,	Lewkoniez,	Barbes,	} Pharm. de 2 ^e classe.
Jourdan,		Vigoureux,	
Boulay,	Pelletan,	Foussaint,	} Pharm. de 3 ^e classe.
Bron,	Lagasque,	Flamant,	
Lassus,	Aumont,	Jourda,	
		Plane,	
		Mortier,	} Pharm. de 3 ^e classe.
		Sureau, fils,	

Almanach impérial, 1812, Hôpital de la Garde

Pendant les campagnes de 1813, le jeune chirurgien major François Holn, âgé de 27 ans, est affecté comme chirurgien en chef de l'hôpital de la Garde, en l'absence de Dominique Larrey qui accompagne l'empereur. Il mourra un an plus tard à Anvers à la suite d'une fièvre putride et maligne contractée dans l'exercice de ses fonctions¹⁶.

L'hôpital militaire après la chute de l'Empire.

Sous la Restauration, l'hôpital est affecté à la Maison militaire du Roi et à la Garde royale. Il sera désigné pendant les Cent jours sous le nom de l'hôpital de l'ex-garde, pour reprendre au retour de Louis XVIII celui d'hôpital de la Maison militaire du Roi, puis de la Garde royale.

¹⁵ Décret du 15 avril 1806 qui réorganise la Garde et prévoit dans son article un texte relatif à cette institution. in Alain Pigeard, *ibid.*, p.7.

¹⁶ Alain Pigeard, *ibid.*, p. 9.

Dominique Larrey, nommé inspecteur général du Service de santé, garde son poste de chirurgien en chef ; en 1826, son service est désigné sous le nom de *Clinique chirurgicale de l'hôpital du Gros Caillou*. En 1829, grâce à son rang au concours, Hippolyte Larrey, son fils, est affecté à l'hôpital du Gros-Caillou ; il œuvrera avec son père jusqu'en 1832.

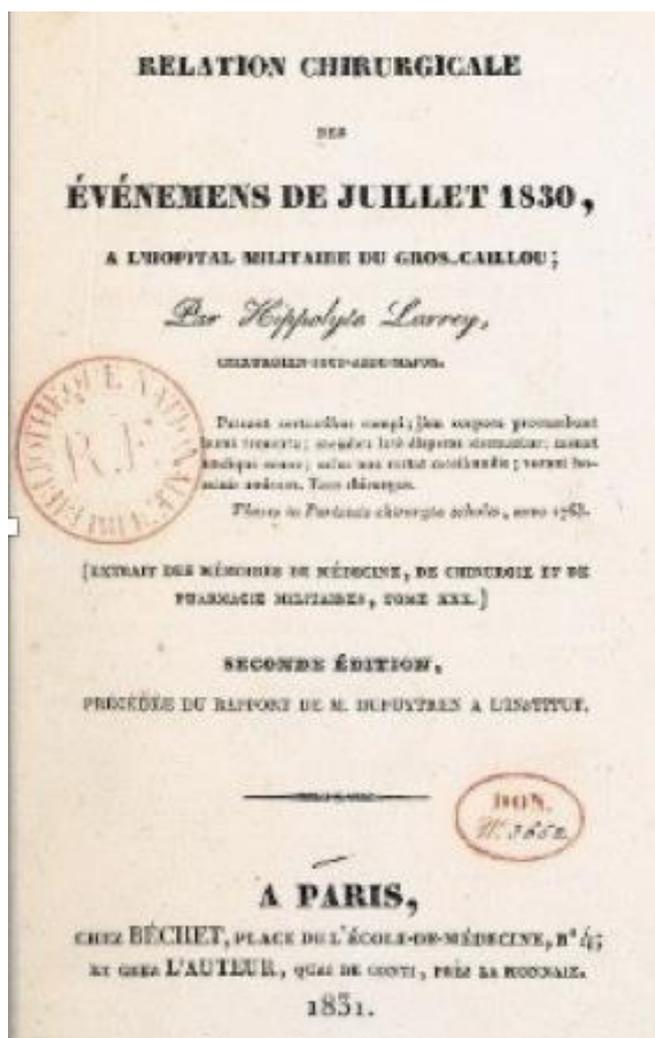
Lors de la révolution de juillet 1830, cet hôpital est très sollicité durant les émeutes du 27 au 29 juillet. Dominique Larrey et son fils Hippolyte y soignent de nombreux blessés. Cependant, les insurgés, reconnaissant le grand chirurgien des guerres napoléoniennes, lui rendent les honneurs lorsqu'il arrive à l'hôpital. Un soir, les émeutiers réclament les blessés de la Garde Royale. Le vieux soldat s'y oppose avec fermeté, en termes vigoureux : « *Que voulez-vous ? Mes blessés sont à moi. Allez-vous en...* » et les manifestants se retirent. Les blessés sont sauvés et l'honneur du chirurgien militaire est respecté¹⁷.

En 1831, Hippolyte Larrey rédige un rapport sur les blessures de la Révolution de juillet¹⁸ qu'il remet au baron Dupuytren, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu et membre de l'Institut. Il relève que les blessés transportés à l'hôpital du Gros-Caillou provenaient des environs du Palais Royal, une partie des boulevards et des quais, le Louvre, la caserne de Babylone et le quartier des Invalides. Un grand nombre de militaires blessés¹⁹ arrivaient de l'ambulance du Carrousel : « *Lors des journées des 27, 28, 29 juillet, 266 blessés sont entrés à l'hôpital dont 4 apportés morts, 4 apportés mourants, 12 morts consécutivement et 231 guéris à l'hôpital* »²⁰.

Il décrit ensuite les types de blessures dont certaines très graves et potentiellement mortelles, et leurs traitements²¹.

¹⁷ Pierre Vayre, *Les Larrey, Dominique, Hippolyte... et les autres*, Éditions Glyphe, Paris, 2005, p. 87. Ces propos ont été rapportés par Parizet lors de l'éloge de Dominique Larrey à l'Académie de médecine le 25 novembre 1845.

¹⁸ Hippolyte Larrey, *Relation chirurgicale des événements de juillet 1830, à l'hôpital militaire du Gros-Caillou*. Seconde édition. Chez Béchét, Paris, 1831. Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.



Hippolyte Larrey. *Relation chirurgicale des événements de juillet 1830*. © Gallica.bnf.fr

D'après les blessures constatées, Hippolyte Larrey précise les armes employées par les citoyens : Peu d'effets meurtriers des boulets de canon, de la mitraille, excepté les balles de plomb de petit calibre appelées chevrotines. Il note aussi dans son rapport :

« [...] *Mais se serait-on attendu que l'un des jouets de l'enfance aurait servi de défense aux citoyens armés pour leur indépendance ? Les billes des écoliers ont été employées à Paris,*

¹⁹ Ex-garde royale, régiments de ligne, gardes suisses et garde nationale.

²⁰ Hippolyte Larrey, *ibid*, p. 13.

²¹ Cent-dix-sept pages de son rapport sont consacrées aux blessures, avec la présentation de cinquante-six observations : plaies de la tête, face, yeux, mâchoires, cou, poitrine, abdomen, vessie, partie génitales, membres supérieurs et inférieurs.

comme au Caire, en guise de balles de plomb ; et leurs effets ont même été tels, d'après la remarque de M. Larrey, qu'elles ont déterminé des lésions proportionnellement plus graves que les balles ordinaires. Les projectiles lancés par la poudre à canon ne sont pas les seuls dont se sont servis les citoyens. D'autres constituaient, pour ainsi dire, des armes domiciliaires : je veux désigner ici les meubles, les bûches, les tuiles, et surtout les pavés, dont les effets auraient été désastreux, si tous avaient porté coup ; aussi les militaires redoutaient-ils beaucoup cette guerre par les fenêtres.

Quant aux plaies par armes blanches, elles ont été moins communes et moins funestes que les plaies par armes à feu. Nous n'avons même pensé que des plaies simples par baïonnette, le sabre et l'épée ; mais je rapporterai l'observation assez curieuse d'une plaie intestinale produite par la baguette de fer ou sonde des commis aux barrières.²² J'ajouterai que la plupart des coups de feu avaient été tirés à très petite distance et même à bout portant ; d'où il est résulté, d'après la remarque de M. Larrey, des blessures plus dangereuses qu'à l'armée, où l'on ne combat au corps à corps qu'avec l'arme blanche. Telles sont les différentes armes dont nous avons constaté les effets chez les militaires reçus à l'hôpital du Gros-Caillou »²³.

Dans la conclusion générale de son rapport, Hippolyte Larrey explique que le succès de la prise en charge des blessés lors des événements de juillet 1830 était lié à plusieurs facteurs dont la salubrité et le fonctionnement de l'hôpital, la bonne condition physique et morale des soldats blessés, sans omettre l'expérience des chirurgiens à commencer par le chirurgien en chef qui n'est autre que Dominique Larrey, son père :

« L'hôpital jouit d'une salubrité parfaite ; aucun encombrement alentour, aucune usine qui lui transmette des exhalaisons nuisibles. Une fontaine à l'entrée, de grandes cours, et la proximité de la Seine, entretiennent sans cesse la fraîcheur et la pureté de l'air. Les salles,

quoique un peu petites et même assez basses, dans la division des blessés sont tenues et aérées avec le plus grand soin ; elles ont même certains avantages sur de plus grandes salles ; contenant très-peu d'hommes, elles sont bien moins exposées aux funestes conséquences de l'encombrement, telles que le typhus, la gangrène d'hôpital etc. [...] Les soins ne sont-ils pas plus multipliés, lorsque vingt ou vingt-cinq blessés ont à leur service deux ou trois infirmiers, dont l'un est de garde auprès d'eux pendant toute la nuit. [...] Et ces soins seraient bien mieux répartis encore, s'ils n'étaient partagés par le dévouement des sœurs de charité, dévouement que les affaires de juillet placent au-dessus de tout éloge. [...] Spécialement consacré aux militaires dont la plupart sont sans familles ou se trouvent éloignés d'elles, l'hôpital de l'ex-garde a été aussi, sous ce point de vue, dans des circonstances favorables des trois jours. [...] L'état moral et le repos de nos blessés ont été de même bien moins troublés par le tumulte, les cris et le bruit des armes ; car, bien que le quartier du Gros-Caillou fut, comme tous les autres, en pleine insurrection, les fusillades, le canon, et le tocsin ne résonnaient pas d'aussi près qu'aux environs du grand hôpital civil [Hôtel Dieu]. [...] Entrés à l'hôpital qui leur était destiné, ils paraissaient beaucoup plus confiants dans les soins qu'ils recevaient, sans songer que la chirurgie était partout et pour tous également secourable. Jeunes, forts, exempts d'infirmités, les soldats de l'ex-garde, habitués par discipline et par amour-propre de bravoure, à subir leur sort, savaient se soumettre, presque sans hésiter, à toutes les opérations nécessaires et les chances qui en dépendent. J'ai même observé en général que les blessés qui ont montré le plus d'énergie morale sont ceux dont la guérison s'est prononcée le plus positivement »²⁴.

« La majeure partie des blessés qui nous étaient envoyés, surtout par nos collègues de l'ambulance du Carrousel, se trouvaient déjà pansés ; et, quelques incomplets que pussent

²² Hippolyte Larrey, (p. 62 de son rapport) explique qu'il s'agit de la tige en fer avec laquelle les employés de la douane sondent en effet les ballots de marchandise. Larrey décrit l'observation de ce blessé. Le soldat B. entre les mains de plusieurs douaniers fut maltraité sans pitié et atteint de dix blessures ; une seule eut des suites fâcheuses, résultat d'un coup de sonde qui avait percé le flanc

droit et perforé le colon. Grâce à l'établissement d'un anus artificiel, aux pansements, aux lavements, à une alimentation liquide et aux ressources de la nature... et malgré deux saignées, le blessé a survécu et a guéri sans séquelles.

²³ Hippolyte Larrey, *ibid*, p. 14-16.

²⁴ Hippolyte Larrey, *ibid*, p. 139-14.

être souvent ces appareils d'attente, ils avaient suffi au moins pour arrêter des hémorragies et prévenir d'autres accidents primitifs. C'est principalement aux soins donnés immédiatement après leur entrée à l'hôpital, qu'il faut attribuer les influences les plus directes de la guérison. La longue carrière militaire du chirurgien en chef lui avait rendu familiers tous les cas de plaies d'armes à feu qui se présentaient à lui. Sa méthode générale de traitement, et notamment les avantages des débridements et des pansements inamovibles ; sa médication révulsive, dont il a fait une si heureuse application aux blessures les plus dangereuses et souvent les plus désespérées ; enfin son discernement vrai dans la plupart des cas qui ont nécessité des amputations primitives, tel est en peu de mots le résumé des influences pratiques dues à l'expérience de M. Larrey. Ajoutons qu'il a fait placer dans un cabinet à part chacun des blessés menacés de mourir. Il les persuadait que là tous les soins possibles leur seraient plus facilement donnés et que toutes les causes extérieures de bruit troubleraient moins leur repos. En même temps, il épargnait aux autres les souffrances de leurs camarades à l'agonie, et le spectacle de leurs cadavres.

C'est assurément une précaution aussi utile que sage ; elle a été employée de même pour toutes les grandes opérations. Je ne dois pas omettre le zèle et l'empressement de toutes les personnes attachées à l'hôpital. La vigilance du directeur [M. Montigny] présidait à chaque chose : rien n'a manqué pour la commodité du placement des salles, pour les appareils de pansements, pour la confection des médicaments, et surtout pour la salubrité et l'excellence de la nourriture.

À cet égard aussi, le fournisseur en chef de l'hôpital, M. Montessuy, a contribué utilement aux succès obtenus. Comme tous les autres hôpitaux, celui du Gros-Caillou a eu des chirurgiens volontaires, dont l'empressement et les services auraient pu se multiplier, si le nombre des blessés n'avait enfin cessé de se multiplier lui-même »²⁵.

²⁵ Hippolyte Larrey, *ibid*, p. 143- 146.

²⁶ Il s'agit de la congrégation des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

²⁷ Olivier de Watterville, *Paris dans sa splendeur sous Napoléon III*, H. Charpentier imprimeur-

Sous le Second Empire, l'hôpital du Gros-Caillou sert toutes les troupes casernées dans sa circonscription. L'hôpital encore agrandi comporte 650 lits. En 1854, 5 052 malades ont été soignés, avec une mortalité nettement plus faible que pour les hôpitaux civils :

« Il ne faut pas perdre de vue que les hôpitaux civils reçoivent des malades des deux sexes, de tout âge, souvent épuisés par les privations et la misère, tandis que les hôpitaux militaires ne reçoivent que des hommes jeunes, en général pleins de force, et qui d'ailleurs, étaient soumis, avant leur entrée à l'hôpital, à un genre de vie et à un régime infiniment meilleur que celui des ouvriers de Paris. Aussi, les résultats ne sont pas comparables ».

L'hôpital sera sollicité lors de la guerre de Crimée ; les infirmiers militaires étant pour un grand nombre dans les ambulances des armées en campagne :

« L'administration militaire s'est enfin décidée à introduire des religieuses²⁶ dans ses hôpitaux ; la présence de ces pieuses filles sera une grande consolation pour les soldats, qui n'oublieront jamais le dévouement admirable avec lequel elles ont soigné nos blessés et nos malades à Sébastopol et à Constantinople. [...] Le ministère de la Guerre est entré dans la voie la meilleure, en admettant les religieuses dans ses établissements hospitaliers. Quels que soit, en effet, le zèle des officiers de santé et de l'administration et le sentiment du devoir des infirmiers militaires, rien ne peut remplacer pour un malade les soins attentifs et dévoués d'une femme, dont l'esprit, dégagé de toutes préoccupations mondaines, peut dire à son divin Maître : Regnum meum est de hoc mundo »²⁷.

Le 25 novembre 1857, les obsèques de la sœur Rosalie décédée à l'hôpital du Gros-Caillou suscitent une grande émotion :

« La sœur Rosalie, attachée à l'hôpital depuis son retour de Crimée, a succombé sur son champ d'honneur à elle, au chevet des malades,

éditeur, Paris, 1861, volume 2, chapitre VI, p. 21-22, Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

où elle avait contracté la fièvre typhoïde qui lui a coûté la vie.

Sa mort avait causé une impression profonde dans le cœur de tous ces malades militaires et des soldats dans les casernes de la capitale. Une même pensée était née spontanément dans tous les cœurs : rendre un dernier hommage à la mémoire de celle qui leur avait si généreusement dévoué sa vie. Des détachements, envoyés par tous les régiments de la capitale, arrivaient à l'hôpital du Gros-Caillou ; cavaliers, artilleurs, chasseurs, zouaves, garde impériale, troupe de ligne, se pressaient avec recueillement autour du corbillard où les infirmiers vinrent déposer eux-mêmes le cercueil de la vénérable sœur et accompagnaient sa dépouille mortelle au lieu du dernier sommeil »²⁸.



Obsèques de la sœur Rosalie à la chapelle de l'hôpital militaire du Gros-Caillou

© *Le Monde illustré*, n°23, 28 novembre 1857.
Gallica.bnf.fr

Devant la capacité insuffisante des hôpitaux du Val-de-Grâce et du Gros-Caillou pour accueillir les nombreux évacués sanitaires, un nouvel établissement est construit (1856-1858) sur le territoire de Saint-Mandé, dénommé l'hôpital militaire de Vincennes qui prendra le nom de Bégin le 31 mars 1900²⁹.

²⁸ *Le Monde illustré*, n°23, 28 novembre 1857, p. 14 « *Obsèques de la sœur Rosalie* ». Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

²⁹ Médecins généraux Pierre Cristau et Raymond Wey (dir), *Les hôpitaux militaires au XX^e siècle*, Le cherche midi, 2006, p. 31-32.

Le guide de Paris de 1867 est très élogieux pour le Service de santé militaire :

« À Paris, le Service de santé permanent est excellent. [...] L'hôpital militaire du Gros-Caillou occupe un vaste emplacement qui lui permet d'avoir des cours et des jardins entre chacun de ses corps de logis. L'aération des salles est si parfaite que le visiteur n'y retrouve point cette odeur sui generis qui s'exhale des agglomérations de malades dans les hôpitaux civils. Suivant une des deux visites quotidiennes de l'un des médecins traitants, nous avons remarqué d'abord l'éloignement des lits qui, bien que nombreux (500 à 600), ne se gênent pas ; puis l'ordre avec lequel sont reçues les observations du docteur, et toutes ses prescriptions enregistrées sur le cahier de visite, pour chaque malade, par le médecin adjoint de garde, l'adjoint administratif de service et l'infirmier de visite ; et surtout l'excellence, presque le luxe, des aliments et des douceurs fournies aux militaires convalescents »³⁰.

L'hôpital du Gros-Caillou et la guerre de 1870-1871

Dès le mois de septembre 1870, Paris organise sa défense et la prise en charge des blessés. La grande ambulance de la Société de secours (600 lits), ouverte par le docteur Chenu au Palais de l'Industrie reçoit ses premiers blessés, ainsi que l'ambulance des Tuileries, dirigée par Péan. À côté des hôpitaux civils et militaires, un grand nombre d'ambulances sédentaires, publiques et privées sont ensuite créées.

Devant la nécessité de planifier ces 23 987 lits, Jules Ferry, président de la commission supérieure des ambulances, assisté de neuf membres dont Hippolyte Larrey, signe un arrêté le 20 novembre 1870 sur la répartition des blessés et des malades, l'alimentation et l'inspection des 1 319 ambulances autorisées. Dans le 2^e article, il est écrit : « *On a formé dans Paris dix groupes d'ambulances dépendant chacun d'un hôpital répartiteur. [...]* »

³⁰ A. Lacroix, éditeur, *Paris Guide*, T2 La vie, Paris, 1867 : Ch. L. Chassin, Paris place de guerre, p. 1795.

Ambulances sédentaires de Paris.

Les premiers jours du mois d'octobre virent se constituer un assez grand nombre d'ambulances privées... Le gouverneur de Paris en régla le fonctionnement par arrêté du 20 octobre, portant institution d'une commission supérieure des ambulances :

« Considérant qu'il importe d'assujettir à une surveillance et à des règles communes les différentes ambulances publiques ou privées organisées pour le service des blessés ; afin de fortifier par une sage concentration, les moyens de toute nature que le zèle administratif et le patriotisme des citoyens ont mis à la disposition des défenseurs de Paris, ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est institué une commission supérieure d'inspection du service des blessés civils et militaires de l'armée de Paris.

Art. 2. Cette commission est ainsi composée :

MM. JULES FERRY, membre du Gouvernement de la défense nationale, *président* ;
 BÉNIER, médecin de l'Hôtel-Dieu ;
 BROCA, professeur à la Faculté de médecine ;
 CHAMPOUILLOX, médecin en chef de la garde mobile ;
 CHENU, directeur général des ambulances de la Société de secours aux blessés ;
 GUYON, chirurgien des hôpitaux ;
 LABBÉ, chirurgien des hôpitaux ;
 LARREY, président du conseil de santé de l'armée ;
 WOLFF, intendant général ;
 WORMS (Jules), médecin, secrétaire de la commission.

Cette commission supérieure a cherché à établir un peu d'ordre dans les ambulances, mais elle a été souvent impuissante. Elle a refusé la continuation comme chef d'un service de chirurgie à des spécialistes qui ont pu croire que le directeur général des ambulances avait pris seul les décisions qu'il a dû mettre à exécution avec tous les ménagements possibles pour la susceptibilité de ceux qui ont été l'objet de cette mesure.

On a formé dans Paris dix groupes d'ambulances dépendants chacun d'un hôpital répartiteur ainsi qu'il suit :

1 ^{er} groupe.	Hôpital Saint-Antoine, répartiteur.	118 ambulances.	2,279 lits.
2 ^e —	— Saint-Louis,	76 —	967 —
3 ^e —	— Saint-Martin,	111 —	1,674 —
4 ^e —	— Lariboisière,	262 —	4,321 —
5 ^e —	— Beaujon,	273 —	3,393 —
6 ^e —	— Gros-Caillou,	128 —	2,867 —
7 ^e —	— Necker,	86 —	2,142 —
8 ^e —	— Val-de-Grâce,	101 —	2,931 —
9 ^e —	— Pitié,	60 —	1,909 —
10 ^e —	— Hôtel-Dieu,	104 —	1,504 —
		<u>1,319</u>	<u>23,987</u>

*Rapport du docteur Chenu
 pendant la guerre de 1870-1871
 © Gallica.bnf.fr*

Trois hôpitaux militaires sont concernés : Hôpital Saint-Martin, 1^{er} groupe avec 111 ambulances, soit 1674 lits ; Gros-Caillou, 6^e groupe avec 128 ambulances, soit 2867 lits ;

Val-de-Grâce, 8^e groupe, avec 101 ambulances, soit 2931 lits³¹. L'hôpital du Gros-Caillou, avec 470 lits, reçoit surtout les militaires blessés ou malades de l'ouest parisien.

³¹ Jean-Charles Chenu, *Rapport au conseil de la Société française de secours aux blessés des armées de terre et de mer et le service médico-chirurgical des ambulances et des hôpitaux pendant la guerre*

de 1870-1871, Tome 1^{er}, Librairie militaire, 1874, p. 217-219. Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

D'octobre à décembre 1870, il est mentionné 2418 hospitalisations : 571 blessés dont 210 par arme à feu, 1 675 « fiévreux » dont de nombreux cas de typhoïde, 172 « malades varioleux »³².

Du 24 septembre 1870 au 7 janvier 1871, on dénombre 6 614 morts de variole à Paris. Parmi les blessés, un relevé daté du 20 décembre 1870 de l'état nominatif de dix militaires de tous grades amputés à l'hôpital du Gros-Caillou permet de se faire une idée des causes de la mort : sept infections purulentes et pourriture d'hôpital [gangrène] dont un cas de tétanos, deux traumatismes avec épuisement, une embolie pulmonaire³³.

État nominatif des Militaires de tous grades amputés à l'hôpital du Gros-Caillou depuis l'investissement de Paris.

N°	Noms en abrégés	Corps	Grade	Opérations pratiquées	Causes de Mort	Observations particulières
1	Dion Léon	5 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	
2	Furca Alexandre	35 ^e Régiment de ligne	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	
3	Waidelberg Joseph	4 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	
4	Morjorel Jean	5 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	
5	Vollen Henri, sergent	4 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	
6	Garnier Pierre	5 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	
7	Mallespau Alexandre	4 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	Amputation de la jambe
8	Clemenceau Jean	4 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	Amputation de la jambe
9	Salier Joseph	5 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	
10	Aladenise Pierre	4 ^e Régiment de tirailleurs	Sergent	Amputation de la jambe	Septicémie purulente	

Paris, le 20 Décembre 1870

État nominatif des militaires amputés à l'hôpital du Gros-Caillou, 20 décembre 1870.

© Musée du Service de santé des armées

En janvier 1871, Paris subit de violents bombardements ; 12 000 obus tombent de Grenelle au jardin des plantes.

Le Val-de-Grâce reçoit plus de 300 obus, malgré un drapeau à croix rouge hissé sur le dôme de l'église :

« Tout a été atteint, nos hôpitaux regorgeant de blessés, nos ambulances, nos écoles, l'église Saint-Sulpice, celle de la Sorbonne et du Val-de-Grâce. En voyant que l'ennemi prend le Val-de-Grâce pour objectif, le gouverneur y fait transporter des blessés allemands prisonniers, et il fait part de cette décision aux généraux allemands »³⁴.

L'hôpital du Gros-Caillou semble épargné³⁵. L'absence d'archives ne permet pas d'évoquer l'hôpital du Gros-Caillou pendant la Commune alors que l'hôpital Saint-Martin est au cœur des affrontements entre les insurgés et l'armée régulière. Cependant, le 17 mai 1871, l'hôpital du Gros-Caillou a sûrement participé à la prise en charge des 200 blessés et brûlés à la suite de l'explosion de la cartoucherie Rapp située à proximité.

Aliénation de l'hôpital du Gros-Caillou en 1892

Le 30 mars 1892, le journal *Le Progrès militaire*, évoque la suppression des hôpitaux militaires Saint-Martin et du Gros-Caillou :

« Ces établissements très vieux, ne répondent plus aux exigences actuelles et ne peuvent être agrandis et transformés. Leur désaffectation sera moins onéreuse et plus profitable aux malades. On les remplacera par un vaste hôpital suburbain comptant six-cent lits et aménagé selon les règles de l'hygiène moderne, à l'ouest de Paris. [...] ».

³² Musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris. Hôpitaux militaires. Siège de Paris / 1870. Carton 63, Dos 2.

³³ Musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris, op. cit.

³⁴ Jean-charles Chenu, *ibid.*, p. 47-48.

³⁵ Dans ce même numéro d'Asklépios, lire le témoignage de Karl Geyer, soldat wurtembergeois, hospitalisé à l'hôpital du Gros-Caillou.

Sa condamnation est prononcée par la loi du 9 juillet 1892, en même temps que l'hôpital Saint-Martin :

« C'est le 15 octobre que commence la mise à exécution de la loi qui prescrit l'aliénation des hôpitaux militaires du Gros-Caillou et de Saint-Martin à Paris. À cette date aura lieu la vente aux enchères publiques du premier de ces deux établissements d'une superficie de 21 602 m².

L'affectation du produit de la vente sera dédiée à des travaux nécessaires pour le ministère de la guerre »³⁶.

L'hôpital Saint-Martin, dénommé Villemin en 1913, sera plus heureux car il bénéficiera d'un long recours en grâce.

L'hôpital du Gros-Caillou est démoli en 1894 pour permettre le percement de voies nouvelles – rues Dupont des Loges, Sédillot et Edmond Valentin - à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900 et la construction d'hôtels particuliers, comme celui de la comtesse de Montessuy, devenu en 1949 le lycée italien Léonard de Vinci (rue Sédillot).

Durant 150 ans, participant aux vicissitudes de l'histoire de la France, l'hôpital militaire du Gros-Caillou a vu son nom modifié à chaque changement de régime. Le seul souvenir de cet hôpital est la fontaine de Mars, dite aussi du Gros-Caillou, érigée sous le Premier Empire. Lorsque nous empruntons la rue Saint-Dominique, arrêtons-nous sur cette petite place dominée par le dieu Mars abreuvé par la déesse Hygie ; ce monument rappelle les longs services que cet hôpital militaire a rendus à l'une des périodes les plus mouvementées de notre Histoire.

Olivier Farret

J'exprime toute ma reconnaissance à madame Michèle Périssère, conservateur en chef du patrimoine, responsable du musée du Service de santé des armées pour avoir mis à ma disposition les archives de l'hôpital du Gros-Caillou. Je remercie le docteur Benoit Vesselle, membre de l'AAMSSA, pour ses documents concernant la période du Premier Empire.

³⁶ Musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris. Bulletin du Service de santé militaire n°399, octobre 1892. Carton 200, dossier 1.

³⁷ Louis-Sébastien Mercier, *Le tableau de Paris*, 1781, Éditions La Découverte, Paris, 1998.

³⁸ Irène Delage et Chantal Prévot, *Atlas de Paris au temps de Napoléon*, Parigramme, 2014. P. 94-95.

La Fontaine de Mars, anciennement du Gros-Caillou

Au début du Premier Empire, les parisiens s'approvisionnaient aux puits disséminés dans les cours d'immeubles et aux fontaines publiques alimentées par de vieux aqueducs (Arcueil, Belleville, le Pré-Saint-Gervais), par une pompe hydraulique, *La Samaritaine*, datant d'Henri IV et par deux pompes actionnées par des machines à vapeur construites dans les années 1780, l'une sur la rive droite à Chaillot, l'autre sur la rive gauche au Gros-Caillou. Cependant, les porteurs d'eau parcouraient encore la ville en vendant des seaux de 15 litres d'eau puisée dans les fontaines et dans la Seine : « Quand la rivière est trouble, on boit l'eau trouble, on ne sait pas ce que l'on avale, mais on avale toujours. L'eau de la Seine relâche l'estomac pour quiconque n'est pas accoutumé. Les étrangers ne manquent jamais l'inconfort d'une petite diarrhée »³⁷. Un particulier disposait difficilement de plus de 20 litres d'eau par jour³⁸.

Par décret, Napoléon enrichit le réseau d'une quinzaine de nouvelles fontaines (sept sur la rive droite, huit sur la rive gauche)³⁹. Érigées à la charge de l'État et entretenues par la Ville, ces fontaines doivent couler nuit et jour « de manière à pourvoir non seulement aux services publics et aux besoins des particuliers, mais encore pour rafraîchir l'atmosphère et assainir les rues »⁴⁰.

Parmi ces fontaines nouvellement créées, six sont encore existantes : la fontaine du Palmier, place du Châtelet ; la fontaine égyptienne, dite du Fellaah, intégrée dans le mur de l'ancien hôpital Laennec, rue de Sèvres ; la fontaine de Léda, rue de Vaugirard ; la fontaine de la Paix, rue Bonaparte ; la fontaine aux Lions, avenue Jean-Jaurès et la fontaine du Gros-Caillou dénommée par la suite la fontaine de Mars. Cependant, avec une fontaine pour 9 500 habitants, la distribution de l'eau s'accordait mal aux besoins.

³⁹ Décret de Saint-Cloud du 2 mai 1806. Napoléon est aussi l'initiateur de la construction du canal de l'Ourcq (1808-1822) améliorant ainsi l'alimentation en eau de la capitale et désengorgeant le transport fluvial sur la Seine.

⁴⁰ Irène Delage et Chantal Prévot, *ibid.*

À la fin de l'Empire, chaque Parisien disposait d'un peu moins de 30 litres d'eau par jour.

La fontaine de Mars, au 129 rue Saint-Dominique, se trouvait à l'origine au centre d'un hémicycle de peupliers, remplacé par une petite place à arcades sous le Second Empire. Cette fontaine monumentale faisait face à l'entrée principale de l'hôpital militaire.



Fontaine de Mars © Photo O. Farret

Il s'agit d'un monument carré, dû à l'architecte Louis-Simon Bralle, orné de pilastres et d'un entablement dorique, édifié de 1806 à 1809⁴¹.

« Sur la face principale, Pierre Beauvallet, d'un ciseau habile et ferme a représenté Hygie. Elle apporte un breuvage à un guerrier, dont le casque ombrageant ses traits virils et une épée composent tout le costume. Nous le reconnaissons. Il vient tout droit du « Serment des Horaces » et de « l'Enlèvement des Sabines ». Il est superbe ; Hygie est touchante et belle qui s'est faite l'infirmière de ce soldat romain de l'an II. Sa mâle nudité n'est pas, d'ailleurs, indifférente aux filles de boutique, clientes habituelles de la fontaine. Durant que s'emplit le récipient tendu, elles savent, les délurées, vers qui errer un regard complaisant qui rêve ou compare »⁴².

⁴¹ Jacques Barozzi, *Paris de fontaine en fontaine*, Parigramme, 2010, p. 61.

⁴² Georges Montorgeuil, *Les eaux et les fontaines de Paris*, Paris, Payot 1928, p. 109. Sources gallica.bnf.fr /Bibliothèque nationale de France.

Ainsi, avec ce guerrier symbolisant Mars, le dieu de la guerre, et Hygie, déesse de la santé⁴³, le sculpteur a voulu signifier la double allusion à l'hôpital militaire. Les deux faces latérales de la fontaine sont ornées de deux vases antiques décorés de scènes bacchiques. Huit animaux marins fantastiques complètent les décorations du piédestal.



Fontaine de Mars – détails © Photo O. Farret

⁴³ Un serpent enroulé autour du bras d'Hygie évoque le symbole de renaissance et de guérison associé à Asklépios - Esculape, le dieu guérisseur. Olivier Farret, Asklépios N°10, avril 2022, *Asclépios, l'œuvre ultime d'Antoine Bourdelle*, p. 11-15.

Dans le soubassement, un petit bassin semi-circulaire, recueille l'eau issue d'un mascaron de bronze, provenant, à l'époque, de la pompe à feu du Gros-Caillou⁴⁴. On remarque, à droite du bassin, une petite plaque émaillée bleue et blanche évoquant la crue de la Seine en 1910.



Fontaine de Mars – détail © Photo O. Farret

Avec les beaux jours, la fontaine de Mars, prisonnière des tables et des parasols sur cette petite place rectangulaire, évoque, seule, pour quelques passants avertis, le souvenir de l'ancien hôpital militaire.

Olivier Farret

Souvenirs de Karl Geyer à l'hôpital militaire du Gros-Caillou⁴⁵

Lors de bataille de Champigny (30 novembre au 3 décembre 1870), le jeune soldat wurtembergeois Karl Geyer est blessé.

Soigné et recueilli par le docteur Georges Bitterlin⁴⁶, il sera ensuite évacué à l'hôpital militaire du Gros-Caillou :

« Sous les bombardements, les blessés allemands à Paris eurent aussi à souffrir. Au début, ils étaient répartis en différents hôpitaux sur la rive droite de la Seine. Mais quand les obus allemands tombèrent dans Paris, ils furent

réunis au Gros Caillou (sic) qui était l'hôpital le plus exposé au tir des batteries allemandes, et de plus ils furent placés dans les salles les plus au danger du dernier étage. Ils ne pourront pas assez raconter combien fut effroyable le bombardement et comment ils furent exposés à tous les dangers qui croissaient toujours.

Le tonnerre des canons allemands placés sur les hauteurs éloignées de Meudon résonnait puissamment : la lueur était distinctement visible dans les claires nuits d'hiver. Avec des sifflements sauvages, les projectiles allemands traversaient le toit de la maison et frappaient à droite et à gauche, devant et derrière, éclatant dans un craquement sourd.

Un camarade aimable, plus âgé de quelques mois, le volontaire X, de Saxe, que je devais retrouver six mois plus tard à Leipzig où nous étudiâmes tous les deux les sciences juridiques avec le même maître, m'assura qu'il en était au fond ainsi pour montrer aux Parisiens la gravité de la situation. Il se consolait avec le proverbe « Le vieux bon Dieu n'abandonne aucun Allemand ».

En fait pour le plus grand dépit des Français pas un seul Allemand ne fut blessé par le bombardement. Le Gros Caillou (sic) demeura également épargné par les obus. Mais à la Santé où les prisonniers allemands non blessés avaient été transportés de la prison d'état de la Roquette, toujours pour servir d'objectif au tir de nos batteries, il y eut bien quelques obus qui éclatèrent, sans toutefois qu'aucun Allemand ne fut atteint.

Bien que notre libération dût arriver à tout instant, je dus encore endosser l'uniforme de l'hôpital et rendre mon sac et tout ce que j'avais. Ce ne fut pas sans lutte que j'y échappai. De ce que je pus au moins conserver de l'argent emprunté à Mme de Ste Robine, je le cachais soigneusement sous mon oreiller.

Dans l'hôpital régnait une sévère réglementation et une propreté modèle. Dès les premières heures du matin, chacun devait, dès qu'il pouvait quitter le lit, se lever et faire lui-

⁴⁴ Jacques Barozzi, op.cit, p. 61.

⁴⁵ Karl Geyer, Souvenirs d'un soldat wurtembergeois en guerre contre la France et son séjour à l'hôpital à Paris. 1870-71, Munich, 1890. Beck, in 8° (BN 8°M 6584). Musée du Service de santé des armées. Titre et texte traduits en français.

Carton 63 Dos 2 Hôpitaux militaires. Siège de Paris 1870.

⁴⁶ Karl Geyer est cité par Georges Bitterlin dans *La Croix-Rouge aux avant-postes de la Marne pendant le siège de Paris, 1870-1871*, [Texte imprimé] Vigot, 1912. www.champigny94.fr/bataille-de-champigny-temoignages-du-front.

même son lit. Alors arrivait le médecin dirigeant, savant, aimable, mais vif, avec un essaim de médecins plus jeunes et d'un jeune juif alsacien impertinent qui tenait l'emploi d'interprète. Je fus content de ne plus avoir besoin de l'intermédiaire de ce dernier.

À la première visite du médecin, alors qu'il était déjà occupé au lit voisin, quelques-uns de ses médecins assistants restèrent près de moi et me posèrent quelques questions. Enfin, l'un d'eux, un Français bien nourri, au visage bouffi, me dit avec un sourire mielleux : « Combien de chopines de bière est-ce que vous avez bues avant de partir ? »⁴⁷.

Involontairement, je me reportai en pensée au départ exalté que nous avions fêté à Stuttgart et je lui répliquai que lorsque la guerre fut déclarée, j'avais travaillé comme tout le monde en Allemagne ; quant à boire que je n'en avais pas eu le temps, mais que nous nous étions vantés de rattraper tout à l'arrière quand nous nous retrouverions tous ensemble pour fêter la victoire. Furieux, mais cependant hors d'état de répliquer quoique ce fut, le Français s'éloigna, plaisanté par ses collègues, que sa conduite provocatrice avait visiblement impressionnés défavorablement. À peine étais-je depuis 24 heures à l'hôpital parisien que le bruit courut que nous devions être libérés dans la nuit du 30 au 31 janvier [1871], nouvelle qui fut saluée de toutes parts avec la plus grande allégresse.

En fait, vers le soir, vint un médecin qui examina nos blessures et qui fit savoir à chacun par l'interprète déjà mentionné s'il devait ou non se tenir prêt à partir. Il me fut dit que je devais encore attendre quelques jours jusqu'à ce que je puisse être évacué par le train. De cette décision, je fus très peu satisfait et un jeune médecin aimable, voyant mon abattement, me conseilla de demander encore une fois au médecin directeur de revoir mes blessures. Je suivis le conseil et représentais en termes émouvants au vieux monsieur qu'un trajet en voiture de nuit ne me ferait aucun mal et que je lui serais cordialement reconnaissant s'il voulait me permettre de quitter Paris avec les autres. À ma plus grande joie, il accéda à ma demande et je pus ainsi m'apprêter à quitter la ville pour être enfin libre. [...] »

Un monument de granite à la mémoire des soldats Wurtembergeois morts lors de la bataille de Champigny a été érigé en 1910 sur le territoire de la commune. L'imposant obélisque arbore la croix de fer. Sur le socle on relève l'inscription :

« Württemberg Seinen Taperen Söhnen.
Le Wurtemberg à ses Braves Fils.
30 novembre – 2 décembre 1870 »

Olivier Farret



Monument aux Wurtembergeois

© Photo O. Farret

⁴⁷ En français dans le texte.

Le Pharo :

Le travail d'inventaire des photographies du musée du SSA. Une collection spécifique sur l'histoire de la médecine tropicale

Le musée du Service de santé des armées a engagé depuis plusieurs mois des travaux d'inventaire pièce à pièce du fonds photographique de l'IMTSSA.

L'Institut de Médecine tropicale du Service de santé des armées (1905-2005), aussi appelé École d'application du service de santé des troupes coloniales ou encore École du Pharo, est une école militaire française établie dans le palais du Pharo à Marseille et spécialisée dans l'enseignement et la recherche en médecine tropicale. Intimement liée à l'histoire coloniale française, elle forme des médecins et

pharmaciens militaires et est le premier acteur de la politique sanitaire mise en place par l'armée française dans les territoires colonisés. À sa fermeture en 2013, le musée du Service de santé des armées reçoit le versement de sa collection photographique. On estime leur volume à 13 000 images, dont 12 000 ont été inventoriées à ce jour.

Ces photographies présentent une grande diversité thématique : rapport d'activité du SSA et missions humanitaires de recherches en épidémiologie et en santé publique dans les territoires coloniaux, interventions du SSA dans le monde, bâtiments de ses différentes institutions dans les colonies françaises, albums souvenirs personnels de médecins coloniaux, vie et enseignement de l'École et photographies anthropologiques. Sous de nombreux aspects, ces photographies revêtent un véritable intérêt patrimonial et leur inventaire, accompagné de leur numérisation permettra à l'avenir de se pencher sur la question de leur étude et leur documentation



Jean Garcenot (photographe), Brancardage d'un blessé, Vietnam, fin des années 1940, numéro d'inventaire ME2012.75.60

© musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris



*Sans titre, Dien Ben Phû (Vietnam), 1953,
numéro d'inventaire ME2013.45.100
© musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris*



*Recherche médicale, Trypanosomiase au Togo, Pagouda (Togo), vers 1930,
numéro d'inventaire ME2013.25.27
© musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris*



*Personnel de soin au cours de l'épidémie de peste de Tananarive, Madagascar, 1921,
numéro d'inventaire ME2012.77.8*

© musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris

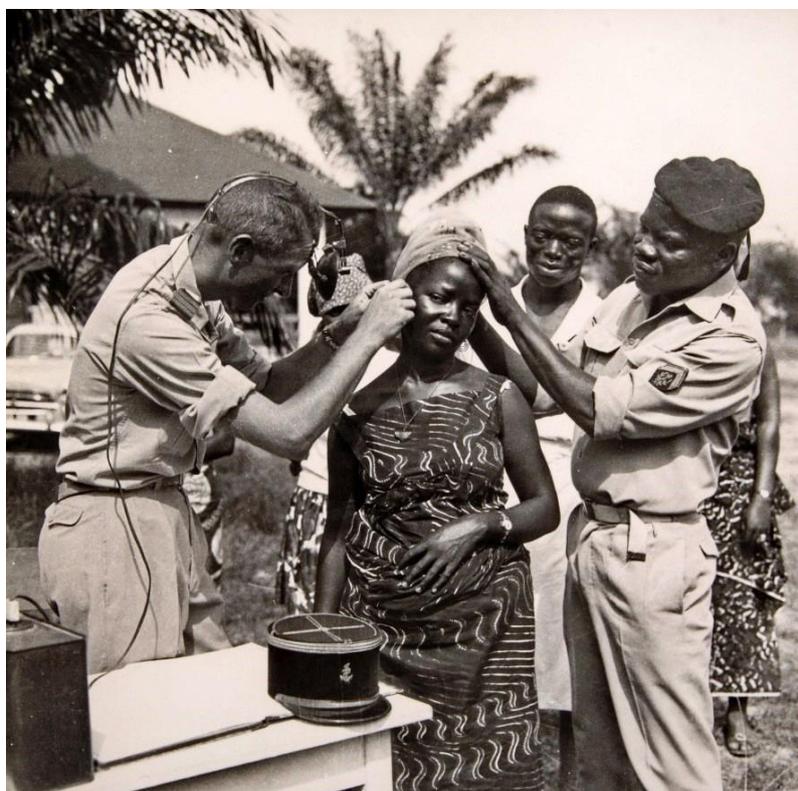


*Campagne rurale de vaccination du BCG au Cameroun,
sd, numéro d'inventaire ME2013.24.21*

© musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris



*Galmiche (photographe), Rotonde sur le bloc opération, Dakar (Sénégal),
sd, numéro d'inventaire ME2013.34.23
© musée du Service de santé des armées, École du Val-de-Grâce, Paris*



*Examen ORL, un médecin français assiste les infirmiers autochtones, Afrique Occidentale française,
sd, numéro d'inventaire ME2013.48.9
© musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris*



Album souvenirs de voyage : l'album du Médecin-Inspecteur et Directeur de l'Institut Pasteur à Saigon

*Paul-Louis Simond lors de ses recherches sur le rôle de la puce du rat dans la transmission de la peste,
Pagode en bois sculpté sur la terrasse de la grande tour à Rangoon,
Rangoon (Indes britanniques -Myanmar), 1897- 1901,*

numéro d'inventaire ME2015.24.25 © musée du Service de santé des armées, Val-de-Grâce, Paris

Connaissance du Val-de-Grâce : Le salon d'Anne d'Autriche.

Au cours des années 2018-2019, le salon d'Anne d'Autriche a fait l'objet d'une nouvelle restauration, après celles qui furent menées sous Napoléon III, puis dans les années 1990. L'occasion de rappeler l'histoire des appartements de la reine...

Délaissée par le roi et privée de sa suite espagnole, le Val-de-Grâce représentait pour la reine un refuge, un havre de paix.

Elle y fit édifier **un premier appartement** en 1630, remis à neuf 1644-1645, en même temps que s'élevait l'église votive. Il comprenait une chambre, un cabinet, une garde-robe, une salle pour les dames de la reine.



Actuellement, ces éléments architecturaux sont intégrés dans le musée du SSA.

Certaines fenêtres ouvrent sur un balcon avec une vue sur les jardins, autrefois à la française.⁴⁸

Philippe de Champaigne avait été chargé du décor, avec en particulier la réalisation d'une suite de douze scènes de la vie de saint Benoît, dispersée à la Révolution.

⁴⁸ (Le deuxième étage, avec ses oculi, n'a été construit qu'en 1655-1655. Il était occupé par des dortoirs).



L'ange désignant à Saint-Benoît l'emplacement du Mont Cassin. (Paris, musée Carnavalet)

A l'issue de la Fronde, Anne d'Autriche fit édifier en deux ans **un second appartement**, plus vaste et d'accès plus aisé (1654-1655). Pour le desservir fut bâti sur l'aile nord, en hors d'œuvre, un pavillon (sur la photo à droite du péristyle) tout entier occupé par un escalier à volées suspendues autour d'un jour central (En 1988-1989, il a fait l'objet d'une totale restauration, sa superbe balustrade de fer y



compris). Il donnait accès à la chambre-alcôve de la reine, avec balcon, sise au premier étage.

Au sommet de la tour d'angle, entre deux pots à feu, un pélican se déchire le sein pour nourrir de son propre sang les deux petits qu'il couvre de ses ailes. Dessous cette statue, on peut lire la devise de la reine « natos et nostra tuemur » (protégeons notre dynastie et nos biens).

Habituellement nommé par la coutume « salon d'Anne d'Autriche », la salle basse constituait davantage un lieu de retraite du monde un véritable ermitage dont témoignait son décor. Quatre grands paysages en couvraient intégralement les murs. Champaigne y représenta les pénitentes des déserts.



Au plafond avait été installé «*le ravissement de sainte Madeleine* » (actuellement au musée des Beaux-Arts de Marseille)

La Révolution survint, et ses destructions. La salle basse servit - dit la tradition - de latrines ! Sous Napoléon III, une très importante campagne de restauration tenta de redonner à l'ex-abbaye royale sa beauté architecturale. Le salon, tel qu'on peut le voir actuellement, date de cette époque. Restaurés en 1992, sa façade extérieure, la grille, le péristyle et ses colonnes baguées ont belle allure. Il est surmonté d'une petite pièce servant à l'origine d'oratoire.

La grille franchie, on peut pénétrer dans la salle basse, l'architecte napoléonien ayant remplacé la fenêtre du XVIIe par une porte.

Rien ne subsiste de l'original, si ce n'est - surplombant le manteau de la cheminée - une



partie du blason familial franco-espagnol (« parti de mi-parti de France, qui est d'azur aux trois fleurs de lys d'or et du coupé en chef parti en 1 écartelé en 1 et 4... etc.). Généralement fermé au public, le « salon » d'Anne d'Autriche servit à plusieurs reprises à rendre honneur à des hautes personnalités du Service.

Des élèves de l'École en tenue de cérémonie assuraient une veille autour de leur cercueil, avant les obsèques du lendemain en l'église du Val-de-Grâce. Une tradition tombée en désuétude.

MGI(2s) Maurice Bazot





© Droits réservés

In memoriam

Médecin en chef Alban Gervaise

*Comme l'ensemble des Français, dans les Armées et d'abord le Service de santé des Armées, nous déplorons avec une rage contenue le décès du **médecin en chef Alban Gervaise** le 26 mai 2022 : professeur agrégé du Val-de-Grâce, radiologue, entièrement dévoué à sa tâche de praticien et d'enseignant, il fut assassiné devant l'école catholique (il était catholique pratiquant), sous les yeux de ses enfants très jeunes qu'il venait y chercher. Il est mort sous le couteau d'un jeune homme exalté, semble-t-il au cri religieux bien connu et si spécifique invoquant Dieu. Porteur apparemment de troubles psychiatriques, la Justice n'a pas lancé contre lui la procédure des attentat terroristes.*

Le silence médiatique, presque total, l'attitude particulièrement prudente des Instances nationales et des Autorités dans leur communication minimale étonnent certains citoyens : on connaît les grandes relances des médias ou la posture ferme et claire de l'État, à juste titre, dès qu'un crime de cette sorte est commis ; on note qu'ici, où un médecin militaire, professeur, est ainsi exécuté, certes en civil et en dehors de ses occupations professionnelles, le silence est la règle ; c'est à la demande expresse de la famille de notre malheureux camarade. Il avait servi dans trois HIA : Legouest comme interne, Bégin cinq ans comme chef de service de radiologie et Laveran depuis le 1^{er} septembre dernier, là aussi comme chef de service. Il devait être fait chevalier de l'Ordre national du mérite le 14 Juillet prochain. Il était titulaire de la médaille d'Honneur du Service de santé des armées. Nous adressons à sa femme et à ses trois enfants l'expression de notre sympathie émue et nos très sincères condoléances et les assurons de notre soutien et de nos pensées les plus respectueusement fraternelles.